

Sept considérations sur les Eglises d'Europe et les migrations



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 21 juin 2018

De nombreux Européens sont aujourd'hui exaspérés par les prises de position des autorités religieuses du continent, aussi bien catholiques que protestantes, à tous les niveaux, en faveur d'une large ouverture de l'Europe aux immigrants venus d'Afrique ou d'Asie, réfugiés ou pas.

Or il y a bien des raisons pour justifier cette réaction. Elles se situent à plusieurs niveaux

1- Il est bien connu que les gens n'aiment pas qu'on leur fasse la morale. L'Eglise catholique a payé assez cher pour le savoir, au point de se trouver presque réduite au silence en matière de morale sexuelle où ses positions de toujours vont à l'encontre du courant dominant de notre époque (comme le culte du Dieu unique allait, dans le peuple juif, à l'encontre du courant dominant du Proche-Orient ancien !). Quel évêque s'aventurerait aujourd'hui à rappeler avec insistance que les conjoints doivent être fidèles, qu'il faut éviter les relations sexuelles hors mariage ou que l'homosexualité est un mal ?

Dès lors qui peut imaginer dans la hiérarchie ecclésiastique que le rappel réitéré du devoir d'accueil des immigrants ne suscite pas une exaspération analogue, tout aussi contre-productive ?

Ces rappels sont d'autant plus mal venus qu'ils s'accompagnent de reproches ressentis comme injustes. Est-il judicieux de demander ostensiblement pardon à Dieu pour le manquement supposé des Européens à leur devoir d'accueil ? Y a-t-il sur terre et y eut-il jamais dans l'histoire des peuples qui aient été aussi accueillants pour des réfugiés que l'est l'Europe d'aujourd'hui ? Au moins s'agissant d'une arrivée en masse. Il s'agit certes la plupart du temps d'un accueil institutionnel mais n'est-ce pas les Européens qui en ont mis en place la logistique et de nombreux volontaires européens qui la servent ?

2- Il n'est jamais bon de prendre les gens pour des imbéciles. Les autorités ecclésiastiques (ou les associations qui en sont proches) dénoncent trop souvent chez les Européens l'égoïsme, la « peur » de l'autre, le « repli sur soi », voire la xénophobie, elles leur demandent de savoir « s'ouvrir » à d'autres cultures. Qui dira combien ces accusations sont elles aussi exaspérantes ? S'ouvrir aux autres cultures ? Il y a quatorze siècles que les Européens sont confrontés à l'islam. Beaucoup de gens du peuple en font l'expérience quotidienne près de chez eux. Quant aux gens plus éduqués, ils connaissent les données démographiques (ou ils les subodorent car elles sont le plus souvent occultées) ; leur réaction n'a rien à voir avec un rejet primaire de l'autre ; en privé beaucoup seront très généreux mais ils voient avec lucidité, dans un esprit de responsabilité, les risques qu'une politique d'accueil sans frein ferait courir à la communauté nationale et, au-delà, à la survie de la culture européenne. Que leur connaissance soit livresque ou directe, ils ont du mal à admettre que l'islam soit « une religion d'amour et de paix ». Ressasser cette idée, que la plupart des spécialistes récusent, est le meilleur moyen de perdre toute crédibilité.

3- Les peuples d'Europe occidentale ne sont pas seulement préoccupés par la cohésion interne de leur

société. Ils veulent, au moins pour une partie d'entre eux, défendre ce qu'il est convenu d'appeler, d'une expression sans doute réductrice, leur identité. Ils ont le souci que la terre qu'ils occupent et qu'ils ont reçue de leurs ancêtres soit aussi celle de leur postérité, pas seulement biologique mais culturelle et spirituelle.

Quoi que prétende la doxa nihiliste, voire certaines gens d'Eglise qui voient là un risque d'« idolâtrie », défendre son identité comme peuple est une préoccupation légitime. Comme le dit Jean-Paul II, l'amour de la patrie est une manière d'« honorer son père et sa mère » de qui nous la tenons. Les chrétiens européens en seraient plus conscients si beaucoup n'avaient pas relégué au placard l'Ancien testament qui fait gloire à Abraham d'être « le père d'une multitude de peuples »^[1] ou montre la recherche de la Terre promise comme une aspiration légitime. S'il est vrai que l'Evangile a élargi les préoccupations du peuple juif aux dimensions du monde, des siècles d'histoire occidentale, qu'il serait absurde de disqualifier comme des temps de ténèbres, montrent que le patriotisme ou le souci de l'identité, pour peu qu'il ne soient pas exclusifs d'autres préoccupations, ont toujours accompagné l'expansion du christianisme.

L'Eglise, reprenant la morale naturelle, fait de l'instinct de conservation, même dans les situations les plus dramatiques non seulement un droit mais un devoir. C'est pourquoi elle récuse le suicide ou l'euthanasie. Pourquoi ce qui est un devoir pour les individus, persévérer dans son être, ne le serait-il pas pour une famille ou pour un peuple ?

Allons plus loin : il existe un pacte multiséculaire entre le christianisme et l'identité des principaux peuples européens. C'est même dans la stricte mesure où l'Eglise catholique a su épouser ce sentiment qu'elle a prospéré : la Pologne en est un bel exemple. Si le catholicisme polonais n'avait pas été intimement lié à l'identité nationale polonaise, l'Eglise universelle aurait-elle eu un Jean-Paul II ? Au contraire, là où la symbiose s'est mal faite, comme en Europe du Nord, les pays ont versé dans la Réforme, la France se trouvant à mi-chemin^[2]. L'alliance intime du fait religieux et du fait national a connu son dernier épisode dans la résistance au communisme – y compris en Russie. Qui dira que lutter contre une idéologie totalitaire monstrueuse était de l'idolâtrie ?

4- Admettons que les considérations purement économiques (et donc égoïstes) soient une raison insuffisante pour refuser l'afflux d'immigrés, d'autant qu'elles ne sont pas toujours convaincantes. Il reste qu'on ne saurait dire que les pays d'accueil doivent aux réfugiés un emploi ou un logement de bon niveau quand une partie de leurs ressortissants en manquent. Ne leur est dû que le strict nécessaire pour survivre, une assistance médicale et le respect de leurs droits fondamentaux : ne pas subir des violences ou des injustices arbitraires, mais non un certain nombre de droits dits réels tels que le travail, un compte en banque, un revenu substantiel et surtout le droit de rester indéfiniment en Europe. C'est déjà bien plus que ce à quoi ils peuvent s'attendre dans presque tous les autres pays du monde.

Deux confusions ne sauraient être faites : la première entre les devoirs des individus et ceux des responsables publics. Un individu isolé peut et même parfois doit sacrifier son intérêt personnel au service des autres, selon la logique des conseils évangéliques ; mais tout le monde n'est pas dans la position du Père Kolbe^[3] : ceux qui ont la responsabilité d'autrui, du père de famille au chef politique, n'ont nullement mandat pour prendre ce genre de décision à la place de ceux qu'ils doivent d'abord protéger. La deuxième confusion porte sur l'obligation de charité : il y a toujours eu une hiérarchie dans son exercice : le prochain, ce n'est pas l'humanité abstraite, c'est d'abord (après Dieu) son conjoint et ses enfants, puis ses proches, ses voisins, et en dernier lieu seulement l'humanité en général. On veut bien admettre que le migrant se fait proche et donc prochain en venant jusqu'à nous ; mais là aussi, il faut distinguer : si des individus mus par l'esprit évangélique peuvent leur donner la priorité à leur propre dépens, les chefs des peuples ont, eux, le devoir de respecter les préséances naturelles. Une France qui a plusieurs millions de chômeurs ne doit pas un emploi aux réfugiés. Une Italie où les jeunes couples se réfugient dans les parkings pour faire l'amour (pardon Messieurs !), faute d'espace intime chez les parents qui les hébergent, ne doit pas réserver les logements sociaux, déjà insuffisants, aux étrangers. Comment s'étonner que, face à des choix qui délaissent les normes

multiséculaires du bon sens, beaucoup de ces jeunes Italiens aient eu le sentiment d'être comme « des brebis sans berger » ? Le dernier scrutin de ce pays n'est-il pas une cinglante sanction de ceux qui les ont jusqu'ici dirigés sans se soucier de leur situation réelle ? On ne saurait non plus opposer les exigences de l'Évangile à celles d'une morale supposée archaïque et barbare ; si des individus sans responsabilité peuvent prendre la voie du sublime évangélique, les gouvernants et autres responsables civils n'ont pas le droit de présupposer chez leurs protégés les qualités évangéliques les plus élevées, ni la mission de les leur inculquer. Le péché originel interdit d'organiser la cité en misant tout sur la bonté des hommes : on sait ce qu'il est advenu quand d'autres ont voulu par exemple extirper, au nom des mêmes idéaux, l'instinct de propriété : « *Le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles* » (Chesterton). On en connaît les suites : « qui veut faire l'ange fait la bête » ; hier le totalitarisme, demain la guerre civile ?

5- Le premier devoir vis-à-vis des réfugiés (les vrais naturellement) est de faire qu'ils n'aient plus besoin de l'être et qu'ils puissent donc rentrer chez eux. Cela signifie de tout faire pour ramener la paix dans les pays d'où ils viennent. Cela signifie encore plus clairement de ne pas y mettre la guerre.

Or si on considère la situation des différents pays d'où ont afflué les réfugiés: Syrie, Irak, Afghanistan, Libye, ce sont les puissances occidentales qui sont directement responsables du fait qu'ils sont en guerre, France comprise. Il arrive que les responsabilités dans le déclenchement d'une guerre soient partagées, mais là, elles ne le sont pas. Les gouvernements de l'Europe occidentale membres de l'OTAN, ont tous collaboré à apporter une aide militaire aux mouvements réputés démocratiques, qui étaient en réalité djihadistes, dont le but était de renverser le gouvernement légitime de la Syrie, plongeant le pays dans une guerre civile épouvantable. Si l'espoir de paix revient aujourd'hui, ce n'est pas à ces gouvernements là qu'on le doit mais à la Russie de Poutine et, dans une moindre mesure, à Trump. Face à ces agissements criminels, que les chrétiens d'Orient connaissent bien pour en être les premières victimes, on cherche en vain une autorité religieuse occidentale^[4] qui ait élevé la voix pour mettre en cause les gouvernements des pays chrétiens (ou ex-chrétiens) qui se sont acharnés à plonger le Proche-Orient dans la guerre, ni pour dire clairement qui était responsable de ces guerres. La postérité jugera peut-être un jour plus sévèrement ce silence que celui que l'on a imputé au pape Pie XII durant la seconde guerre mondiale^[5].

Allons plus loin : ces expéditions qui ont plongé pas moins de sept pays dans le chaos se sont faites au nom des droits de l'homme et de la nécessité d'« ouvrir » au monde des pays fermés (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie). Des idéaux souvent applaudis par les gens d'Eglise qui ne semblent pas avoir conscience de leur aboutissement criminel. A l'inverse, un Trump qui s'efforce d'y ramener la paix, sera suspect parce qu'il construit un mur à la frontière du Mexique. Ceux qui ont élevé des enfants savent pourtant que pour éviter les disputes entre eux, la sagesse commande parfois de les séparer...

Curieusement les plus ardents partisans de l'accueil sans frein des réfugiés : Union européenne, *Foundation for an Open society* de George Soros, une grande partie des médias, ONG de tout poil, toutes forces dites progressistes, sont généralement les mêmes qui ont applaudi des deux mains aux entreprises de déstabilisation de pays du Proche et Moyen Orient. Sachant que la plupart de ces forces sont par ailleurs ouvertement antichrétiennes, beaucoup de fidèles sont surpris de voir les chefs des Eglises faire cause commune avec elles.

6- Il serait possible à l'Europe occidentale d'accueillir beaucoup d'immigrants mais à condition qu'ils se convertissent en masse à la religion historique du continent qui est le christianisme. Une telle conversion est sans doute le seul espoir qui reste, compte tenu des évolutions démographiques, d'y maintenir la paix civile. Moins que l'immigration en tant que telle, c'est le différentiel de fécondité qui conduit à terme l'islam en Europe occidentale à une position de force, pas nécessairement majoritaire, face au bloc des héritiers naturels de la civilisation européenne, qu'il s'agisse des Eglises ou des héritiers des Lumières. Or

il n'y a pas d'exemple qu'une telle situation, celle d'un pays pluriconfessionnel ou multiculturel, n'ait pas conduit à la guerre civile : le Liban, la Bosnie, le Sri-Lanka sont là pour nous le rappeler. Au mieux le multiculturalisme conduit à la dictature, comme le montre l'exemple de la Syrie et comme on en voit déjà les prémises en Europe, par le développement de la police de la pensée ou des lois d'exception. La vertu de prudence commande d'être conscient de ces risques.

Or il est très peu question aujourd'hui de conversion dans les sphères officielles du catholicisme – et du protestantisme en dehors des évangéliques. Tout se passe comme si le même monde ecclésiastique qui veut que les Etats ouvrent leurs portes aux migrants, s'attachait à fermer celles de ses églises aux candidats au baptême ; à tout le moins beaucoup sont-ils très réticents pour les accueillir : les convertis de l'islam qui ont déjà pris beaucoup de risques dans leur démarche se plaignent en majorité de ce manque de soutien. La priorité affichée est au respect des « diversités culturelles »^[6] de ces nouveaux venus qui incluent, même si cela n'est pas dit franchement, l'adhésion à la religion musulmane. Une religion qui est aussi une civilisation très différente de la nôtre et qui comporte des aspects singulièrement aliénants, en particulier pour les femmes. Le prosélytisme, fait sans précédent dans l'Eglise, est découragé, voire blâmé. On n'a pas assez dit combien une telle attitude qui tend, de manière subliminale à réserver le message du Christ aux Européens de souche contient de racisme inavoué. Et il faut répéter quels risques mortels elle fait courir à terme à la paix civile.

7- Les chrétiens d'Orient, de manière unanime, déconseillent aux Européens d'accueillir en masse des réfugiés musulmans, or personne ne les écoute. Ils ont pourtant la double légitimité de l'ancienneté dans le monde chrétien et du martyre. Ils ont payé cher, bien plus cher que nous, aux cours de l'histoire, y compris la plus récente, pour savoir ce qu'implique la coexistence avec l'islam. Ce n'est pas à eux qu'on racontera qu'il est « une religion d'amour et de paix ». Les évêques d'Afrique noire n'ont pas une position différente. Quand ils prophétisent que ce qui leur est arrivé hier nous arrivera demain, les chrétiens d'Orient expriment leur crainte de perdre cette base arrière qu'a longtemps constitué pour eux l'Europe. Comme dans la réticence à la conversion des musulmans, ne peut-on voir dans ce mépris de l'opinion des premiers concernés une forme de racisme ? Les chrétiens d'Orient sont bons pour alimenter les intentions de prière mais sur le plan géopolitique, leur opinion semble ne pas compter.

Il va de soi que s'il n'y avait pas déjà une minorité musulmane significative en Europe occidentale, s'il n'était question que d'accueillir des individus ou des familles isolés ou encore d'authentiques opposants aux régimes en place, on comprendrait que le refus de l'accueil par des chrétiens soit blâmable. Mais la situation de l'Europe est telle que l'accueil des migrants n'est plus un problème individuel, une question de pure charité : il a un impact sociologique et historique considérable ; il est devenu une question clef pour l'avenir de notre continent, celle de la concorde qui règne entre ses habitants, et celle de son caractère de pays d'héritage chrétien. Si les autorités religieuses européennes de toutes dénominations, ne prennent pas très vite conscience de la manière réelle dont se pose le problème, elles s'exposent à un grave discrédit qui risque d'aggraver encore la désaffection des peuples vis-à-vis des Eglises. « Le bon pasteur connaît ses brebis ». En l'espèce, ça reste à démontrer.

Non seulement les autorités politiques d'Europe occidentale ont le droit de s'opposer à de nouvelles vagues migratoires et les populations de les soutenir dans cette attitude, mais elles en ont le devoir dès lors que c'est elles qui ont la responsabilité, avant toute autre considération de préserver la paix civile. La rupture de la paix civile est le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple, non seulement quant à son bien-être, mais quant à la moralité, la guerre ouvrant toujours la porte à la haine exacerbée et aux pires atrocités. Pour qui est en charge de gouverner un peuple, préserver les conditions de la paix civile est le premier devoir de la charité.

[1] Gn 15,5

[2] Le patriotisme français a sa dimension catholique : « Catholiques et Français toujours ! » mais elle n'est pas exclusive : il a aussi sa dimension gallicane puis républicaine.

[3] Le père Maximilien Kolbe donna sa vie en échange de celle d'un père de famille à Auschwitz-Birkenau (1941).

[4] Nous en exceptons le pape Jean Paul II lors des guerres, d'Irak et de Yougoslavie et plus récemment une incise discrète du cardinal Sarah dans *Dieu ou rien*, Fayard 2015.

[5] A tort selon nous.

[6] Cf. *Amoris Laetitia*, § 46